

**CCDI Luxembourg, Compagnie Commerciale et  
de Développement Industriel Luxembourg SA  
Société Anonyme  
Siège social: L-2449 Luxembourg  
25c, Boulevard Royal  
R.C.S. Luxembourg B 88.256**

**NUMERO 3188/ 2016  
ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE  
DU 22 DECEMBRE 2016**

L'an deux mille seize, le vingt-deux décembre.

Par-devant Nous, Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de **CCDI Luxembourg, Compagnie Commerciale et de Développement Industriel Luxembourg SA**, une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B88256, constituée suivant acte reçu par Maître Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11/07/2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1372 du 21-09-02 page 65836, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Anthony THILLMANY, employé, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

Le Présidente désigne comme secrétaire et scrutateur, Monsieur Rubens FERNANDES, employé, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

Le bureau de l'assemblée ayant été constitué, le Président déclare et demande au notaire instrumentant de constater que :

I) Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II) Qu'il apparaît de cette liste de présence que quatre cent soixante-quatorze (474) sur l'ensemble des cinq cent (500,00) actions sont représentées à la présente assemblée

générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée est régulièrement constituée et peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les actionnaires déclarent avoir parfaite connaissance.

III) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

**Agenda**

1. Changement du commissaire aux comptes de Radices Fiduciam S.A. en Picigiemme S.A.
2. Approbation du bilan intermédiaire arrêté à la date du transfert de l'administration centrale et du siège social de la Société;
3. Démission des administrateurs, décharge et nomination des nouveaux représentants légaux de la Société;
4. Démission du commissaire aux comptes de la Société, décharge et nomination d'un nouveau commissaire aux comptes de la Société;
5. Transfert sans dissolution et avec maintien de la personnalité juridique de l'administration centrale et du siège social de la Société de Luxembourg ville (Grand-Duché de Luxembourg) à Avda. Sant Antoni, numéro 24, Casa Forat 3, 1r 2a, de la Parròquia de la Massana;
6. Adoption par la Société de la nationalité andorrane et subséquente soumission aux lois andorrane et adoption de la forme légale d'une société anonyme de droit andorran ;
7. Pouvoir à Marc GIEBELS VAN BEKESTEIN, pour représenter la Société en Andorre et entreprendre toute procédure nécessaire et effectuer toutes formalités auprès de toutes instances administratives, fiscales et autres en rapport avec le transfert et en particulier pour procéder au dépôt et à la publication du présent acte et des statuts adoptés par les présentes en Andorre auprès du registre de commerce en Andorre et/ou la chambre de commerce en Andorre et/ou toutes autres autorités turques afin d'assurer la continuation de la Société en tant que société de droit turque et la cessation de la Société en tant que société de droit luxembourgeois;
8. Pouvoir à Maître Pascal BOUVY pour représenter la Société au Grand-Duché de Luxembourg et entreprendre toute procédure nécessaire et effectuer toutes formalités auprès de toutes instances administratives, fiscales et autres en rapport avec le transfert et en particulier de procéder au dépôt et à la publication du présent acte ainsi qu'à la radiation de la Société auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg et/ou toutes autres autorités luxembourgeoises afin d'assurer la continuation de la Société en tant que société de droit turque et la cessation de la Société en tant que société de droit luxembourgeois;
9. Refonte complète des statuts de la Société pour les adapter à la législation andorrane;
10. Soumission des décisions à la condition suspensive de l'acceptation du transfert de l'administration centrale et du siège social de la Société en Andorre par les autorités andorranes et/ou toutes autres instances compétentes;

11. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'Assemblée Générale, le Président expose les motifs qui ont amené le conseil d'administration à soumettre les propositions mentionnées à l'ordre du jour au vote des actionnaires.

Après avoir délibéré, l'Assemblée Générale prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

**PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale décide de changer le commissaire aux comptes de Radices Fiduciam S.A. en Picigiemme S.A..

**DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale approuve le bilan intermédiaire de la Société arrêté à la présente date.

Ledit bilan, après avoir été signé « *ne varietur* » par les actionnaires et le notaire instrumentaire, restera attaché au présent acte.

L'Assemblée Générale prend acte de la fin du mandat de Fred Bolhuis, et décide de renouveler le mandat des autres administrateurs, Marc Giebels, Arnaud Bourgeois et Catherine Pelliet, et leur donne décharge aux quatre administrateurs pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à la date des présentes.

**QUATRIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale a décidé de nommer Marc Giebels, Arnaud Bourgeois et Catherine Pelliet comme nouveau représentant légal de la Société pour une durée maximum de 6 années :

**CINQUIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale prend acte et accepte la démission avec effet immédiat du commissaire aux comptes de la Société, la société Picigiemme S.A., et lui donne décharge pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date des présentes.

**SIXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale décide de transférer l'administration centrale et le siège social de la Société sans dissolution et avec maintien de la personnalité morale de Luxembourg à Andorre.

L'Assemblée Générale constate que cette décision a été prise en conformité avec l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Tous les documents sociaux relatifs à la période antérieure au transfert de la Société en Andorre seront conservés pendant une période de cinq (5) ans à l'ancienne adresse du siège social de la Société au Grand-Duché de Luxembourg.

**SEPTIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale décide que la Société adopte la nationalité andorrane et subséquemment est soumise aux lois andorranes et adopte la forme légale d'une société "S.A." de droit andorran lors de l'accomplissement du transfert.

Par conséquent, les 500 actions de société anonyme de droit luxembourgeois de la Société sont remplacées par 500 nouvelles actions d'une société anonyme en tant que société

de droit andorran ayant une valeur nominale de 310 euros et entièrement libérées, qui sont à remettre aux actionnaires au prorata de leur participation dans le capital social de la Société.

#### **HUITIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale donne pouvoir à Marc GIEBELS VAN BEKESTEIN pour représenter la Société en Andorre et entreprendre toute procédure nécessaire et effectuer toutes formalités auprès de toutes instances administratives, fiscales et autres en rapport avec le transfert et en particulier pour procéder au dépôt et à la publication du présent acte et des statuts adoptés par les présentes en Andorre auprès du registre de commerce en Andorre et/ou la chambre de commerce en Andorre et/ou toutes autres autorités turques afin d'assurer la continuation de la Société en tant que société de droit andorran et la cessation de la Société en tant que société de droit luxembourgeois.

#### **NEUVIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale donne pouvoir à Pouvoir à Maître Pascal BOUVY pour représenter la Société au Grand-Duché de Luxembourg et entreprendre toute procédure nécessaire et effectuer toutes formalités auprès de toutes instances administratives, fiscales et autres en rapport avec le transfert et en particulier de procéder au dépôt et à la publication du présent acte ainsi qu'à la radiation de la Société auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg et/ou toutes autres autorités luxembourgeoises afin d'assurer la continuation de la Société en tant que société de droit andorran et la cessation de la Société en tant que société de droit luxembourgeois.

#### **DIXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale décide de modifier les statuts de la Société pour les adapter à la législation andorrane et leur donner la teneur suivante:

### **CAPÍTOL I.- DE LA DENOMINACIÓ, OBJECTE, DURACIÓ I DOMICILI**

#### **Article 1.- Denominació**

La present societat mercantil andorrana per accions es denomina "COMPAGNIE COMMERCIALE ET DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL LUXEMBOURG, SA (CCDI LUXEMBOURG, SA)" i es regeix pels presents estatuts i per les disposicions legals vigents al Principat d'Andorra.

#### **Article 2.- Objecte**

La societat té per objecte l'adquisició i tinença d'accions i participacions socials en societats mercantils, així com la gestió i administració per compte propi del seu patrimoni, amb exclusió de les activitats pròpies del sistema financer.

#### **Article 3.- Durada**

La societat es constitueix per temps indefinit. Només pot ser dissolta per acord de la junta general adoptat de conformitat amb els presents estatuts, o per alguna de les causes previstes a l'article 85 del text refós de la Llei de societats anònimes i de responsabilitat limitada.

#### **Article 4.- Domicili**

El domicili social es fixa a l'avinguda Sant Antoni, número 24, Casa Forat 3, 1r 2a, de la parròquia de La Massana.

La societat podrà establir sucursals, agències i delegacions en qualsevol altre lloc del Principat o de l'estranger.

## **CAPÍTOL II.- DEL CAPITAL SOCIAL I DE LES ACCIONS.**

### **Article 5.- Capital social**

El capital de la societat és de CENT CINQUANTA-CINC MIL EUROS (155.000.-€), i està representat per CINC-CENTES (500) accions nominatives, indivisibles i acumulables d'un valor nominal de TRES-CENTS DEU EUROS (310.-€) cadascuna, que constitueixen una sola sèrie, de numeració correlativa de l'1 al 500, segons es preveu a l'article 6 dels presents estatuts.

### **Article 6.- Accions**

#### **6.1.- Aspectes generals:**

1.- El títol de cada soci resulta de l'escriptura de constitució, de les posteriors que poguessin augmentar el capital social i de les transmissions legalment concertades.

2.- Les accions es podran documentar mitjançant títols nominatius, numerats correlativament, que podran incorporar una o més accions.

En tot cas, les accions han d'estar assignades al seu titular real i efectiu. No es podran inscriure accions o emetre títols a nom de persones interposades diferents del titular real de les mateixes accions; essent nul·les de ple dret les inscripcions en aquests supòsits.

3.- La titularitat d'una o més accions comporta la submissió del seu titular als estatuts de la societat i als acords de la junta general d'accionistes, sense perjudici de les accions d'impugnació que pugui exercitar.

4.- La societat portarà un llibre registre de socis on hi constarà el número d'accions i les dades del titular de les mateixes amb la resta dels requisits legals. La societat només considerarà soci a qui es trobi inscrit en el predit llibre.

La societat modificarà el contingut del llibre registre si els interessats no s'oposen a la modificació en el termini d'un (1) mes des de la data en que s'ha produït la notificació d'aquesta.

Específicament la societat tan sols podrà rectificar les inscripcions que entengui falses o inexactes, quan hagi notificat als interessats la intenció de procedir en aquest sentit, i aquests no hagin manifestat la seva oposició en el termini d'un (1) mes a la notificació.

#### **6.2.- Drets de les accions:**

Cada acció confereix al seu titular legítim els següents drets:

a) el dret de participar a les Juntes Generals que es constitueixin en qualsevol de les formes previstes en aquests estatuts.

b) el dret de vot en les Juntes Generals i que s'exercirà en la forma prevista en aquests estatuts.

c) el dret de participar, en proporció al número d'accions, en els beneficis líquids que la Junta General acordi distribuir entre els socis.

d) el dret de percebre la quota de liquidació que li pugui correspondre, en el supòsit de dissolució de la societat, d'acord amb el previst en aquests estatuts.

e) el dret de preferent subscripció i adquisició sobre les accions que siguin transmeses o siguin emeses com a conseqüència de les ampliacions de capital, d'acord amb el que s'estableix en aquests estatuts.

f) el dret d'informació sobre la qüestió i situació de la societat, que s'exercirà en la forma i extensió prevista en aquests estatuts.

g) el dret de fer-se representar en la Junta General per un altre soci o per un tercer, en els termes i condicions establerts en aquests estatuts socials.

h) Obtenir certificació de llurs accions en la societat, d'acord amb el que consti al llibre registre de socis.

#### **6.4.- Copropietat d'accions:**

En cas de copropietat sobre una o més accions, els copropietaris han de designar una sola persona per l'exercici dels drets de soci i responen solidàriament enfront de la societat de quantes obligacions es derivin d'aquesta condició.

#### **Article 7.- De la transmissió de les accions.**

**1.-** Els socis ostenten entre ells un dret de preferent adquisició en tota transmissió de les accions, excepte que la transmissió sigui a favor dels descendents, ascendents o cònjuge del transmissent, o a favor d'una societat mercantil andorrana en la que els seus socis sigui el propi transmissent o aquest juntament amb els seus ascendents, descendent o cònjuge, supòsits en els que la transmissió serà lliure.

**2.-** La limitació al dret de transmissió de les accions és aplicable tant "*inter vius*", ja sigui onerosa o gratuïta, voluntària o per execució d'una penyora, embargament o qualsevol tipus d'alienació forçosa, en procediment judicial o extrajudicial, com "*mortis causa*", que es manifestarà en forma de tanteig, o en el seu cas retracte.

**3.-** L'exercici dels drets de preferent adquisició establerts als apartats precedents, s'exerciran d'acord amb les següents normes:

a) L'accionista transmissent comunicarà fefaentment a l'òrgan d'administració la seva voluntat de transmetre les accions, especificant la identitat de l'adquirent o adquirents, el nombre, número i el preu de les accions objecte de transmissió. En el supòsit d'hereus, legataris o d'adquirents accions en mèrits d'un procediment d'execució forçosa, en el moment d'adquisició de les accions, aquests deuran comunicar fefaentment a l'òrgan d'administració el nombre i número d'accions que els hi pertanyen, dins el termini del trenta (30) dies naturals següents a l'acceptació de l'herència o del llegat.

b) Rebuda la referida comunicació, l'òrgan d'administració, dins un termini no superior als deu (10) dies hàbils, ho trasl-

ladarà, també fefaentment, a la resta d'accionistes, advertint-los-hi del dret que tenen d'adquirir-les.

c) Els accionistes tindran un termini màxim de quinze (15) dies hàbils, a comptar de la recepció de la notificació adreçada per l'òrgan d'administració, per comunicar fefaentment a aquest i al soci transmissor, a l'hereu o legatari, la seva voluntat d'exercir el dret de tanteig o retracte. En defecte de notificació, el termini esmentat començarà a comptar des del coneixement indubtable de la transmissió.

d) Els interessats tindran un termini de deu (10) dies hàbils per concretar, de mutu acord, el preu de l'acció. A manca d'acord, qualsevol d'ells podrà dirigir-se a l'òrgan d'administració per tal que, requereixi al pèrit designat per la Junta General de socis la valoració del preu de l'acció. En el supòsit que la Junta no hagués designat la predita persona, el seu nomenament serà efectuat per part de la Batllia d'Andorra.

Els interessats satisfaran a parts iguals les despeses que s'occasionin per raó de la determinació del preu de l'acció. A tal efecte, hauran d'abonar els acomptes que els hi demani assumir la societat en concepte d'honoraris del pèrit.

L'òrgan d'administració de la societat comunicarà fefaentment als socis i al soci transmissor, adquirent, l'hereu o legatari, el nombre de accions que els hagi estat adjudicat i el seu preu.

e) El pagament del preu al soci transmissor, adquirent, a l'hereu o al legatari s'haurà d'efectuar en el termini màxim de vint (20) dies hàbils.

f) Si transcorregut aquest termini, l'accionista optant no hagués efectuat el pagament del preu de les accions, o bé es doni la circumstància que cap soci exercís el seu dret de preferent adquisició en el termini establert al punt "c", l'òrgan d'administració, dins un termini no superior als deu (10) dies hàbils, cursarà la mateixa comunicació referida a l'apartat "b" precedent a la resta de socis, advertint-los-hi del dret que tenen d'adquirir-les i essent d'aplicació les normes fixades als apartats "c), d) i e)" precedents.

g) Transcorregut el termini màxim de vint (20) dies hàbils fixat per a que la resta de socis optants hagin efectuat el pagament del preu de les accions, sense que hagi estat abonat, o que cap altre soci exerceixi el seu dret de preferent adquisició, la societat podrà adquirir les seves pròpies accions, en els termes que li permeti la legislació vigent, essent d'aplicació les normes fixades als apartats "c), d) i e)" precedents, comunicant per part de l'òrgan d'administració la voluntat d'adquisició de forma fefaent al soci transmissor o a l'hereu o al legatari en el termini de deu (10) dies hàbils. En cas de desacord en el preu d'adquisició de les accions i que no s'hagués efectuat la valoració de les mateixes per part del pèrit, i la Junta no hagués designat la predita persona, el seu nomenament serà efectuat per part de la Batllia d'Andorra.

Si la societat no exerceix el seu dret de preferent adquisició, l'òrgan d'administració, dins el termini de quinze

(15) dies hàbils següents, ho comunicarà fefaentment al soci transmissent, adquirent, o a l'hereu o el legatari, en el seu cas. A partir de la recepció d'aquesta comunicació, el soci transmissent restarà en llibertat per poder disposar de les seves accions i l'hereu o el legatari, en el seu cas, adquiriran definitivament la condició de socis, havent de ser inscrits com a tal en el llibre de registre de socis.

h) Quan siguin varis accionistes que concorrin a exercitar el dret de tanteig o de retracte, les accions s'adjudicaran en proporció a les accions que respectivament ja ostentin, i s'adjudicarà per sorteig la part no prorratable.

i) En el cas que algun soci no complís les disposicions anteriors, o la transmissió es realitzés en mèrits d'un procediment d'execució forçosa, els restants socis tindran el dret de retracte sobre les accions alienades o executades, dret que no caducarà fins que hagi transcorregut el termini d'un (1) any, a comptar de la data que el nou adquirent notifiqui l'adquisició de les accions a l'òrgan d'administració i el preu satisfet, en quin termini l'òrgan d'administració i els socis interessats en l'exercici del dret que se'ls reconeix en aquests estatuts, actuaran d'acord es fixa en les regles anteriors.

j) L'incompliment respecte el dret de preferent adquisició a favor dels socis regulat en les normes precedents, impossibilitarà la inscripció en el llibre de registre de socis de la titularitat de les accions a favor d'aquell que en pretengui la inscripció i segons les normes precedents no es trobi legitimat per ser el titular de les mateixes. En aquest cas, l'òrgan d'administració rebutjarà aquesta inscripció i la durà a terme a favor d'aquells socis que hagin manifestat la seva voluntat d'adquirir les accions i/o a favor de la societat, disposant aquests socis el termini establert al punt "e)" precedent per tal d'efectuar el pagament del preu de les accions que els hi correspongui. En el seu cas, també seran d'aplicació els apartats "f", "g" "h" i "i" precedents.

**6.-** Les normes del present article no seran d'aplicació quan el soci o socis que es proposin l'alienació d'accions obtinguin la renúncia al dret de preferent adquisició de tots els altres accionistes.

### **Article 8.- Dret de subscripció preferent**

**1.-** En els augments de capital social amb emissió de noves accions tots els accionistes tenen el dret a subscriure un nombre d'accions proporcional a les que posseeixin en el moment en què la junta general adopti l'acord, aplicant-se el preceptuat en l'article precedent.

**2.-** El dret de subscripció preferent s'ha d'exercitar en les condicions i dins del termini que estableixi l'acord de la junta general, essent personal e intransferible.

### **Article 9.- Usdefruit d'accions**

**1.-** En cas d'usdefruit de d'accions, la qualitat de soci resideix en el nu propietari, podent aquest darrer però cedir la totalitat o part dels seus drets inherents a la condició de soci que seran exercits per l'usufructuari.



2.- Pel que respecta als requisits per a la seva constitució s'estarà a allò establert per la legislació vigent en matèria de societats anònimes i de responsabilitat limitada.

#### **Article 10.- Penyora d'accions i embargament d'accions**

En cas de penyora o d'embargament d'accions l'exercici dels drets inherents a les mateixes correspondrà al soci titular de les accions objecte de penyora o d'embargament.

### **CAPÍTOL III.- DE LA RESPONSABILITAT PER DEUTES.**

#### **Article 11.- Deutes socials**

1.- La societat respondrà dels deutes socials, amb tots els seus béns, presents i futurs.

2.- La responsabilitat per deutes socials, no s'estén al patrimoni personal dels socis més enllà del que estableixi el text refós de la Llei de societats anònimes i de responsabilitat limitada i la restant normativa vigent.

#### **Article 12.- Deutes dels socis**

1.- La societat no respon dels deutes particulars dels seus socis, sense perjudici de l'eventual embargament i execució de les accions que aquests posseeixin.

2.- En cas d'execució d'accions, els restants socis i la pròpia societat tindran el dret de retracte que podran exercitar en els termes previstos en l'article 7 dels presents Estatuts.

### **CAPÍTOL IV.- ÒRGANS DE LA SOCIETAT.**

#### **Article 13.- Òrgans socials**

Són òrgans de la societat, la junta general de socis i l'òrgan d'administració.

### **Secció 1a – DE LA JUNTA GENERAL D'ACCIONISTES.**

#### **Article 14.- Funció i càrrecs.**

1.- La Junta és l'òrgan sobirà de formació de la voluntat de la societat, els seus acords, regularment adoptats, vinculen a l'òrgan d'administració i a la resta de socis, ja siguin dissidents o absents.

2.- Els càrrecs de president i secretari de la Junta recauran en les persones següents:

a) En el president i secretari del consell d'administració, salvat que la pròpia Junta acordi la designació d'altres persones.

b) A manca d'òrgan col·legiat d'administració, la pròpia Junta acordarà la designació del president i del secretari.

c) En el supòsit que el president i/o el secretari de la Junta no assisteixin a aquesta per qualsevol motiu, els assistents designaran un president i/o un secretari prèvia constitució de la Junta i obertura de la sessió.

3.- El president de la Junta General dirigirà les reunions, donarà la paraula als socis que ho sol·licitin pel temps que estimi pertinent i formularà les pertinents propostes per ser votades i indicarà els resultats de les votacions.

#### **Article 15.- Classes**

1.- Les juntes generals de socis poden ésser ordinàries i extraordinàries.

**2.-** La junta general ordinària es reuneix una vegada a l'any, dins el primer semestre de cada exercici social, per tractar els assumptes següents:

- a) L'aprovació dels comptes anuals.
- b) L'aplicació del resultat de l'exercici.
- c) La censura de la gestió social.
- d) Nomenar, en ordre de prelació, les persones o entitats que determinaran en tant que perits el valor de les accions pels supòsits d'exercici del dret de preferent adquisició i de l'exclusió i separació dels socis.
- e) La resolució de qualsevol altra qüestió que s'inclogui en l'ordre del dia o que vingui determinada per la Llei o pels presents estatuts.

**3.-** La junta general extraordinària es reuneix sempre que la convoqui l'òrgan d'administració o els socis, en la forma prevista a l'article 10, per tractar, els assumptes següents:

- a) L'elecció de l'òrgan d'administració.
- b) El nomenament i la revocació dels administradors, els liquidadors i els auditors.
- c) L'exercici de l'acció social contra els administradors, els liquidadors i els auditors.
- d) La modificació dels estatuts.
- e) La transformació de la societat.
- f) La fusió i l'escissió de la societat.
- g) La dissolució, la liquidació i l'extinció de la societat.
- h) Decidir durant el decurs de l'exercici social sobre el repartiment a compte de beneficis.
- i) La resolució de qualsevol altra qüestió que s'inclogui en l'ordre del dia o que vingui determinada per la Llei o pels presents estatuts.

#### **Article 16.- Convocatòria de la junta general**

**1.-** La Junta és convocada per l'òrgan d'administració mitjançant comunicació fefaent adreçada a tots els accionistes, al domicili designat per aquests en el llibre registre de socis, amb una antelació mínima de vint-i-un (21) dies naturals al dia de la data de celebració. També serà vàlida la convocatòria cursada per correu electrònic, quan el soci hagi facilitat una adreça de correu electrònic amb aquesta finalitat que asseguri l'acreditació de la tramesa de la convocatòria i el seu contingut.

**2.-** No serà necessària la publicació de la convocatòria en els mitjans de comunicació.

**3.-** La convocatòria ha d'expressar la data, el lloc i l'hora de la reunió, tant en primera com en segona convocatòria, i l'ordre del dia, i indicar els assumptes que es tractaran. Entre la primera convocatòria i la segona ha de transcórrer, com a mínim, un termini de vint-i-quatre (24) hores.

**4.-** L'òrgan d'administració ha de convocar la Junta quan ho sol·liciti un nombre de socis que representi, almenys, la desena part del capital social. La petició s'haurà d'adreçar per escrit a l'òrgan d'administració, amb indicació expressa dels assumptes que s'hauran de tractar en la reunió i l'ordre del dia proposat. L'òrgan d'administració resta obligat a donar curs immediatament a la convocatòria per tal que es pugui celebrar la

Junta dintre dels trenta (30) dies naturals següents a la data de petició. La convocatòria ha de respectar íntegrament l'ordre del dia proposat pels sol·licitants, podent afegir l'òrgan d'administració altres punts si ho considera pertinent.

**5.-** Així mateix, l'òrgan d'administració ha de convocar la Junta en cas de produir-se unes pèrdues que deixin reduïda la xifra del patrimoni net a un import inferior al cinquanta per cent (50%) del capital social. Aquesta convocatòria haurà de produir-se en el termini de trenta (30) dies naturals comptadors des de la data en què han tingut coneixement de la pèrdua.

**6.-** La Junta no pot prendre vàlidament acords sobre assumptes no inclosos en l'ordre del dia, excepte en el cas de cessament d'un o varis administradors.

**7.-** Els socis tenen dret a obtenir informació i còpia dels documents que configurin els temes de l'ordre del dia i, especialment, l'òrgan d'administració estarà obligat a posar a disposició dels accionistes des del mateix moment de la convocatòria de la Junta General, una còpia dels comptes anuals, de la proposta d'aplicació del resultat, de l'informe de gestió i de qualsevol altra documentació que la legislació vigent estableixi.

Igualment, l'exercici del dret d'informació dels accionistes els faculta per sol·licitar a l'òrgan d'administració còpia de qualsevol altra documentació comptable i qualsevol altra informació o dada relacionada amb els punts de l'ordre del dia.

#### **Article 17.- Assistència i representació**

**1.-** Tots els socis tenen dret a assistir a la reunió de la Junta amb tants vots com accions ostentin.

**2.-** Els socis poden fer-se representar en la Junta per una altra persona mitjançant poder notarial o escrit adreçat a l'òrgan d'administració, tenint efectes aquesta darrera representació per a una única junta. El soci sense capacitat d'obrar o el declarat incapaç judicialment serà representat pel seu representant legal.

**3.-** També podran assistir a la Junta aquelles persones que posseeixin la condició d'administradors de la societat, així com qualsevol persona que consideri convenient l'òrgan d'administració i/o del President del Consell d'Administració. Els assistents que no ostentin la condició de soci podran intervenir per informar a la Junta, però no tindran dret de vot.

**4.-** No és necessari complir les formalitats anteriorment prescrites quan el representant sigui el cònjuge, ascendent o descendent en primer grau del representat.

**5.-** No obstant l'anterior, quan la representació es confereixi a persones que no siguin sòcies, en aquest cas, si el President estimés que el representant té interessos oposats als de la societat, o que la seva intervenció pot lesionar els interessos socials, sotmetrà, amb caràcter previ, a la Junta General, reunida sense el representant qüestionat, la conveniència d'admetre o denegar la corresponent intervenció representativa. Denegada la representació, el

soci absent tindrà el dret d'impugnació d'acords que regulen els presents Estatuts.

#### **Article 18.- Constitució de la junta general: quòrums**

1.- La Junta queda vàlidament constituïda en primera convocatòria quan els socis, presents o representats, ostentin, almenys, un cinquanta per cent (50%) del capital subscrit amb dret de vot. En segona convocatòria és vàlida la constitució de la Junta sigui quin sigui el capital present o representat.

2.- La Junta queda vàlidament constituïda com a junta general universal, sense necessitat de convocatòria prèvia, quan hi és present o representat tot el capital social i els socis concurrents accepten per unanimitat la celebració de la reunió i l'ordre del dia proposat.

#### **Article 19.- De les sessions de les Juntes Generals**

1.- A l'inici de cada sessió, l'òrgan d'administració procedirà a identificar els socis presents i representats, i el capital que representen i, si hi ha quòrum suficient, declararà constituïda la junta general. Seguidament, el secretari llegirà l'ordre del dia i s'obrirà la sessió.

2.- Per a cada punt de l'ordre del dia es consumiran les etapes d'exposició, debat i votació.

3.- El president garanteix la disciplina de la junta; vetlla per la regularitat de les deliberacions; concedeix i retira la paraula, i pot imposar un temps màxim per a cada intervenció; també pot decidir que una qüestió ha estat suficientment debatuda i sotmetre-la a votació. En cas de necessitat, interpreta i supleix les normes del present article.

4.- No es pot donar per acabada una sessió de la junta general si no s'ha esgotat l'ordre del dia, a menys que la pròpia junta general, per votació i a proposta del president, decideixi prorrogar les sessions a un dia posterior.

#### **Article 20.- Adopció d'acords: majories**

1.- L'adopció d'acords exigirà el vot favorable de la majoria del capital social present o representat, sempre que aquesta majoria representi, almenys, un terç del capital social de la societat.

2.- La modificació dels estatuts, les modificacions estructurals i la dissolució de la societat requereixen el vot favorable de la majoria del capital social present o representat, sempre que aquesta majoria representi, almenys, la meitat del capital social de la societat.

3.- La junta general també pot prendre acords sense sessió. En aquest cas, el vot es pot emetre per correu ordinari o per qualsevol mitjà de telecomunicació electrònica, sempre que la identitat del soci i la integritat del sentit del seu vot quedin garantides suficientment.

#### **Article 21.- Actes**

1.- De cada reunió de la junta general, el secretari n'aixecarà una acta, amb els requisits previstos a la legislació vigent. En tot cas, s'han de fer constar a l'acta, la data, el lloc i l'hora de celebració de la reunió, la identitat dels socis participants i el capital que representen, el contingut dels acords adoptats i el resultat de les votacions, amb indicació del sentit del vot dels

socis. Si els socis ho demanen, també s'hi ha de fer constar un resum de les seves intervencions en relació amb l'ordre del dia.

Quan es tracti d'una junta general universal, a continuació de la data i el lloc de celebració de la reunió i de l'ordre del dia, s'ha de fer constar el nom dels assistents i la seva signatura.

**2.-** L'acta es podrà aprovar al final de la Junta o bé en la immediatament posterior. En aquest darrer cas, el primer punt de l'ordre del dia serà l'aprovació de l'acta de la Junta anterior prèvia lectura per part del secretari, procedint-se tot seguit a la votació per a l'aprovació de l'acta de la Junta anterior, després de l'examen de les observacions es formulin.

**3.-** Els acords adoptats per la junta general són executius sense necessitat que recaigui aprovació de l'acta.

**4.-** Sense perjudici del que preveuen els paràgrafs precedents, l'òrgan d'administració, o un nombre de socis que representi, almenys, el deu per cent del capital social podrà requerir la presència d'un notari a la junta general per tal que estengui l'acta de la reunió. Aquesta acta no necessita posterior aprovació, ni la signatura dels qui hagin actuat com a president i secretari de la reunió, i s'ha de transcriure com a tal al llibre d'actes. Els honoraris del notari són a càrrec de la societat.

En cas d'absència del notari, els acords adoptats per la junta seran nuls.

## **Article 22.- Llibre d'actes i certificacions**

**1.-** Una volta aprovades, les actes de la junta general són transcrites al llibre d'actes d'aquest òrgan. Les actes es poden transcriure en fulls mòbils que, un cop s'han fet servir, s'han d'arxivar per ordre al llibre d'actes.

**2.-** La transcripció al llibre correspon a l'administrador únic, a qualsevol dels administradors solidaris, als administradors mancomunats, de forma mancomunada, i al secretari del consell d'administració.

**3.-** Tots els accionistes tenen dret a obtenir certificació dels acords de les juntes generals, fins i tot si l'acta no ha estat aprovada, en quin cas aquesta circumstància es farà constar expressament en el certificat.

**4.-** Les certificacions dels acords consignats en acta són emeses pel Secretari del consell d'administració amb el vist-i-plau del President o Vicepresident del consell.

**5.-** La persona que expedeix la certificació ha de tenir el càrrec vigent i ha d'estar inscrit prèviament en el Registre de Societats, o bé inscriure's simultàniament a la inscripció de l'acord certificat. Si el que pretén la inscripció del seu càrrec és una persona diferent a la que figura al Registre de Societats amb la facultat de certificar, s'ha d'acreditar la notificació notarial realitzada prèviament al titular anterior.

**6.-** En el cas que la societat esdevingui unipersonal, les certificacions també podran ser lliurades pel soci únic.

## **Secció 2a – DE L'ÒRGAN D'ADMINISTRACIÓ.**

### **Article 23.- Estructura i composició**

1.- La gestió, l'administració i la representació de la societat serà encomanada a un o varis administradors, solidaris o mancomunats, o a un Consell d'administració.

2.- Els membres de l'Òrgan d'Administració, independentment de l'estructura adoptada, poden ser tant persones físiques com persones jurídiques. En aquest últim cas, la persona jurídica ha de designar una persona física que actuï en representació seva a l'Òrgan d'Administració.

### **Article 24.- Nomenament**

1.- El nomenament dels membres de l'òrgan d'administració el realitza la Junta General Extraordinària per temps indefinit, podent ser cessats en qualsevol moment també per acord de Junta General Extraordinària, encara que aquest punt no figuri a l'ordre del dia.

2.- En cas de dimissió d'algun dels membres de l'òrgan d'administració, aquesta no serà efectiva fins que hagi estat notificada per escrit fefaent a la resta de membres que configuren l'òrgan d'administració. En cas que la dimissió sigui de la totalitat dels membres de l'òrgan d'administració, o que la dimissió d'algun dels seus membres deixi l'òrgan d'administració per sota del mínim establert en els presents estatuts, la dimissió només serà efectiva una volta s'hagi celebrat una Junta General Extraordinària informant d'aital fet als accionistes per a la substitució dels dimissionaris.

3.- No serà necessària la condició de soci per a ésser administrador ni per a ésser membre del consell d'administració de la societat.

4.- El càrrec d'administrador o conseller serà gratuït.

5.- Els acords de nomenament i de cessament dels administradors hauran de ser elevats a escriptura pública i hauran de ser inscrits al Registre de Societats.

### **Article 25.- Competències i obligacions**

Correspon a l'òrgan d'administració les competències i obligacions següents:

a) Presentar anualment a la Junta General Ordinària els comptes socials.

b) Regir i administrar tots els negocis socials, executant tot allò que exigeixi el seu gir i tràfec.

c) Administrar els béns i recursos socials.

d) Executar els acords de la Junta General i vetllar pel seu compliment, i, en general, dur a terme tots els actes que siguin útils i convenients per a la bona marxa de la societat i dels negocis socials.

e) Delegar facultats, amb caràcter general o particular, a favor dels seus membres o de tercers persones, amb les limitacions establertes per la legislació vigent.

f) Ostentar la representació judicial i extrajudicial de la societat.

g) Convocar la Junta general en el supòsit que la situació personal dels seus membres impedeixi l'exercici de les competències i obligacions de l'òrgan d'administració.

h) Qualsevol altra prevista per la legislació vigent, els presents estatuts o acordada per la Junta general, sempre que no sigui competència de la pròpia Junta.

## **Article 26.- El Consell d'administració**

### **26.1.- Funcions, composició i càrrecs:**

**1.-** El Consell d'Administració és l'òrgan col·legiat d'administració de la societat i estarà compost, com a mínim, per dos (2) membres, essent competent per desplegar tots els actes i les activitats d'administració de la societat adreçades a l'assoliment de la finalitat social, tant en el vessant intern o de gestió com en l'extern o de representació de la societat i, en general totes aquelles facultats que no estiguin reservades a la Junta General.

**2.-** El Consell designarà entre els seus membres, un president, un secretari i vocals, llevat que dits nomenaments hagin estat efectuats prèviament per la Junta.

**3.-** El Secretari podrà no ésser conseller i en tal cas no tindrà veu deliberativa ni vot a les sessions del consell. En els supòsits d'absència o impediment, el Secretari és substituït per qualsevol dels consellers.

**4.-** El President del Consell executarà els acords vàlidament adoptats, excepte que el Consell faculti expressament a un altre conseller. En cas, que el President no compleixi amb la seva obligació d'execució dels acords adoptats pel Consell, qualsevol dels seus membres restarà facultat per a dur a terme la predita execució.

**5.-** El secretari serà la persona responsable d'aixecar les actes de cada reunió, de la seva transcripció al llibre d'actes i d'emetre les certificacions que corresponguin.

**6.-** La delegació de facultats en una Comissió Executiva o en un Conseller Delegat requereix l'acord favorable de les dues terceres parts dels membres del Consell.

### **26.2.- Normes de funcionament del Consell d'Administració:**

**1.-** El Consell es reunirà quantes vegades sigui necessari. Les reunions del Consell són convocades pel President, o per un terç dels seus membres, mitjançant carta o a través dels mitjans de comunicació a distància que assegurin l'acreditació de la tramesa de la mateixa i el seu contingut, i de manera específica mitjançant el correu electrònic.

**2.-** La convocatòria s'ha de cursar amb una antelació mínima de set (7) dies naturals a la data de celebració de la reunió, excepte quan es tracti d'afers d'extrema urgència, en què aquest termini es podrà reduir fins a 24 hores.

**3.-** L'anunci de la convocatòria ha d'expressar la data, el lloc, l'hora de la reunió i l'ordre del dia. El Consell no pot prendre vàlidament acords sobre assumptes no inclosos en l'ordre del dia. Tanmateix, els requisits de convocatòria no seran necessaris quan assisteixin a la reunió la totalitat dels membres del Consell que, prèviament i per unanimitat, decidiran l'ordre del dia.

**4.-** Els consellers no es poden fer representar a les sessions del Consell.

**5.-** La vàlida constitució del consell d'administració requereix l'assistència, presents o representats, de més de la meitat dels seus membres. El consell d'administració pot prendre acords sense reunió sempre i quan no hi hagi cap conseller que s'hi oposi. En aquest cas el vot es pot emetre per qualsevol mitjà de comunicació a distància, sempre que la identitat del conseller i el sentit del seu vot quedin garantits suficientment.

**6.-** La incompareixença del president i el vicepresident o del secretari facultarà als assistents, abans de prendre qualsevol acord, per nomenar un president i/o secretari per la reunió.

**7.-** Tots els seus acords són presos amb el vot favorable de la majoria dels membres concurrents a la reunió.

**8.-** Els acords presos pel Consell són executius d'ençà la seva aprovació.

#### **26.3.- Actes:**

**1.-** Les deliberacions i els acords adoptats pel Consell constaran en un acta que serà aprovada i signada per la majoria dels consellers assistents a la reunió. En tot cas han de constar a l'acte les següents dades:

- a) La data, el lloc i l'hora de celebració de la reunió.
- b) La data, la forma i el text íntegre de la convocatòria.
- c) El nom dels assistents, i si ho fan personalment o per representació.
- d) Un resum dels assumptes tractats i de les intervencions de les quals s'hagi sol·licitat que quedi constància.
- e) El contingut dels acords i les majories amb què s'han adoptat. També hi ha de constar les abstencions i el sentit del vot, particularment el vot en contra, si l'interessat ho sol·licita.
- f) L'aprovació de l'acta, quan es produeixi en finalitzar la sessió.

**2.-** Aprovada l'acta, aquesta serà signada pel secretari, amb el vist i plau del president.

**3.-** La transcripció dels acords adoptats al llibre d'actes correspon al secretari del consell d'administració.

**4.-** L'acta es podrà aprovar al final de la reunió o bé en la immediatament següent. En aquest cas, el secretari adreçarà el projecte d'acta a tots els assistents en el termini de cinc (5) dies naturals a comptar de la reunió, i aquesta es considerarà aprovada si en el termini d'altres vuit dies cap d'ells no hi formula objeccions; això sense perjudici de sotmetre-la a aprovació expressa en la sessió immediatament següent.

**5.-** Les certificacions dels acords consignats en les actes són lliurades pel secretari del Consell, amb el vist i plau del seu President. La persona que expedeix la certificació ha de tenir el càrrec vigent i ha d'estar inscrit prèviament en el Registre de Societats, o bé inscriure's simultàniament a la inscripció de l'acord certificat. Si el que pretén la inscripció del seu càrrec és una persona diferent a la que figura al Registre de Societats amb la facultat de certificar, s'ha d'acreditar.

#### **CAPITOL V.- RÈGIM ECONÒMIC.**

##### **Article 27.- Exercici social**

L'exercici social començarà el primer dia de l'any i finalitzarà el darrer dia de l'any en curs.



## **Article 28.- Els comptes anuals**

1.- La societat ha de portar una comptabilitat ordenada i adequada a l'objecte social d'acord amb els paràmetres i principis establerts a la legislació en matèria de comptabilitat, sota la responsabilitat de l'òrgan d'administració.

2.- L'òrgan d'administració ha de formular, en el termini màxim de sis (6) mesos següents al tancament de l'exercici, els comptes anuals i la proposta d'aplicació del resultat a fi i efecte de sotmetre'ls a l'aprovació de la Junta General Ordinària, per al seu posterior dipòsit al Registre de Societats.

3.- Els comptes anuals han de ser firmats per tots els administradors o consellers.

4.- A partir de la convocatòria de la junta general ordinària, i sens perjudici de l'article 16.7 dels presents estatuts, tots els socis tenen dret a examinar personalment els documents comptables de la societat en el domicili social i dins el període comprès entre la convocatòria i la celebració de la junta general ordinària. Altrament, tenen dret a rebre gratuïtament una còpia dels comptes anuals, de l'informe d'auditoria –si s'ha realitzat– i de la proposta d'aplicació del resultat que es sotmetran a la Junta per la seva aprovació.

## **Article 29.- Reserva legal**

1.- Del resultat positiu de cada exercici, es deduirà el 10% per a la constitució de la reserva legal fins que aquesta assoleixi un import igual al 20% del capital social.

2.- Altrament, per acord de la Junta General podran crear-se els fons de reserves voluntàries que es cregui oportuns.

## **Article 30.- Acord de distribució de dividendes**

1.- La Junta General que aprova els comptes anuals només pot acordar la distribució de dividendes amb càrrec al resultat positiu de l'exercici o a reserves de lliure disposició quan, un cop efectuada la dotació per la reserva legal, el valor del patrimoni net comptable no sigui inferior a la xifra del capital social, o bé no resulti ser-ho com a conseqüència de la distribució.

2.- Tota distribució de dividendes contrària a la legislació vigent i dels presents estatuts, haurà de ser restituïda, amb l'interès legal corresponent, per l'accionista o els accionistes o partícips que l'hagin percebut, si la societat demostra que aquests accionistes o partícips coneixien la irregularitat de les distribucions fetes al seu favor o no podien ignorar-la tenint en compte les circumstàncies. Correspondrà a l'òrgan d'administració d'entaular les actuacions escaients, inclús reclamacions judicials, per donar compliment a la restitució prevista en aquest apartat.

3.- Els accionistes participen en la distribució dels dividendes acordats per la junta general en proporció a les accions que posseeixin en el moment de l'adopció de l'acord.

4.- En l'acord de distribució de dividendes, la junta general determinarà el moment i la forma del pagament. Si no disposa altra cosa, s'entendrà que el dividend es pagarà en el domicili social a partir de l'endemà de l'adopció de l'acord.

## **Article 31.- Auditoria dels comptes**

La junta general ha de designar un auditor de comptes quan la societat estigui sotmesa a l'obligació legal de sotmetre els seus comptes anuals a auditoria, i també quan, malgrat no tenir aquella obligació, acordi auditar-los. L'acord de la junta general fixa alhora la durada del nomenament i els criteris de la remuneració de l'auditor, i s'ha d'adoptar abans que finalitzi l'exercici objecte de l'auditoria.

#### **Article 32.- Dipòsit dels comptes**

L'òrgan d'administració ha de presentar, per al seu dipòsit en el Registre de Societats o davant l'autoritat o entitat legalment habilitada per a tal efecte, una certificació dels acords de la Junta General d'aprovació dels comptes anuals i d'aplicació del resultat, juntament amb un exemplar dels comptes anuals i de l'informe d'auditoria, quan estigui obligada a fer-lo, o l'hagi acordat voluntàriament, en el termini màxim d'un mes des de la data d'adopció dels dits acords.

### **CAPÍTOL VI. - DISSOLUCIÓ I LIQUIDACIÓ.**

#### **Article 33.- Dissolució, liquidació i extinció**

**1.-** La dissolució, liquidació i extinció es durà a terme en atenció al previst a la legislació vigent.

**2.-** La junta general pot acordar, en qualsevol moment, la dissolució de la societat, amb els requisits que s'estableixen per a la modificació dels estatuts, i, de manera particular, ha d'adoptar aquest acord quan concorri alguna de les circumstàncies següents:

a) La conclusió de l'activitat o de les activitats que integren l'objecte social de la societat.

b) La impossibilitat de realitzar el fi social.

c) El valor del patrimoni net de la societat és inferior a la meitat de la xifra del capital social i no ha estat possible posar remei a la situació.

d) La paralització dels òrgans socials, que faci impossible el funcionament normal de la societat, l'adopció d'acords o la seva execució.

e) L'absència d'administradors o l'existència d'un nombre inferior a l'establert pels presents estatuts o per la legislació vigent, ja sigui per causa de la remoció d'aquests per part de la Junta General, ja sigui per la dimissió dels mateixos, sense que la Junta General no nomeni altres en el termini màxim de dos (2) mesos des de que aquesta tingui coneixement d'aital situació.

f) En cas que, per causa de l'exercici del dret de separació dels socis, el capital social quedi reduït per sota del mínim legal i la societat no posi remei en el termini de dos (2) mesos a partir de la inscripció de la reducció de capital en el Registre de Societats.

**3.-** Des del moment de la seva dissolució, per la causa que sigui, la societat està en liquidació. Mentre dura l'estat de liquidació, la societat ha de fer constar, en la seva denominació, l'expressió "en liquidació".

**4.-** La Junta General nomenarà un o varis liquidadors, als que correspondrà la representació de la societat, les operacions de liquidació i l'atorgament de l'escriptura d'extinció. En defecte de

nomenament, el consell d'administració quedarà convertit en comissió liquidadora, actuant igualment de forma col·legiada.

#### **Article 34.- Reactivació de la societat dissolta**

La Junta General pot acordar reactivar la societat un cop dissolta, sempre que hagi desaparegut la causa de dissolució i sempre que no s'hagi iniciat el pagament de la quota de liquidació als socis. L'acord de reactivació s'ha d'adoptar amb els requisits que s'estableixen per a la modificació dels estatuts.

#### **CAPÍTOL VII.- ALTRES DISPOSICIONS.**

##### **Article 35.- Societat unipersonal**

1.- En el cas que la societat esdevingui unipersonal, el soci únic assumeix les competències de la Junta General. El soci únic està també facultat per a inscriure les seves decisions en el llibre d'actes de la junta general, per a certificar-les i per elevar-les a instrument públic.

2.- Si un soci adquireix totes les accions, ha de fer-ho constar en escriptura pública i ha d'instar la inscripció de la unipersonalitat al Registre de Societats en del termini d'un (1) mes a comptar de la data de l'adquisició. Transcorregut aquest termini sense haver-ho fet, es produiran els efectes previstos per la legislació vigent.

##### **Article 36.- Remissió normativa**

En tot allò que no està previst per aquests estatuts, s'aplicaran les disposicions legals vigents al Principat d'Andorra.

##### **Article 37.- Submissió expressa**

Totes les qüestions i litigis que poguessin sorgir entre els socis, o entre aquests i la societat, per raó del contracte de societat, dels presents estatuts, o de la marxa i desenvolupament dels afers socials, són competència de la jurisdicció dels Batlles i Tribunals andorrans, als que es sotmeten expressament tots els titulars d'accions de la societat, pel sol fet de llur titularitat de les accions, amb renúncia del propi fur.

#### ***DOUZIEME RESOLUTION***

L'Assemblée Générale décide que les décisions ci-dessus sont soumises à la condition suspensive de l'acceptation du transfert de l'administration centrale et du siège social de la Société en Andorre par les autorités andorre et/ou toutes autres instances compétentes.

La Société sera dès lors radiée du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg suite à l'immatriculation de la Société auprès du registre de commerce en Andorre et/ou la chambre de commerce en Andorre et/ou toutes autres autorités andorranes.

#### ***FRAIS***

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est approximativement estimé à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du(des) comparant(s) ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du(des) même(s) comparant(s), en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au(x) comparant(s) connu(s) du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

signé avec Nous notaire le présent acte.

(signé) Anthony Thillmany, Rubens Fernandes, Moutrier  
Blanche

-----  
Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02 janvier 2016

Relation: EAC/2016/37

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) ff Monique HALSDORF

-----  
POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 11 janvier 2016.